



Tandis que les tensions de guerre s'accroissent, les États-Unis envoient plus de troupes en Arabie saoudite

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 23 septembre 2019

[wsws.org](#) 21 septembre 2019

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Le gouvernement Trump a annoncé vendredi qu'il enverrait plus de troupes ainsi que des systèmes de défense aérienne et antimissile en Arabie saoudite à la suite des attaques du 14 septembre contre deux installations pétrolières saoudiennes qui ont temporairement réduit de moitié la production pétrolière de l'Arabie saoudite et fait monter en flèche les prix mondiaux du pétrole de 20 pour cent lundi dernier.

Cette annonce fait suite à une réunion tenue à la Maison-Blanche entre le président américain Donald Trump et son conseil de sécurité nationale pour discuter de propositions d'action militaire contre l'Iran, que Washington et la monarchie saoudienne tiennent comme responsable des attaques.

Téhéran a nié avec véhémence ces accusations. Les rebelles houthis, qui contrôlent la majeure partie du Yémen, ont revendiqué cette attaque, affirmant que ces attaques étaient un acte de légitime défense contre la guerre meurtrière soutenue par les États-Unis que la monarchie saoudienne mène contre le Yémen depuis près de quatre ans et demi, ayant tué près de 100.000 Yéménites et poussé 8 millions d'autres au bord de la famine.

Le président des chefs d'état-major, le général Joseph Dunford, qui, conjointement avec le secrétaire américain à la Défense Mark Esper, a présenté une série d'options à Trump pour une action militaire contre l'Iran, a déclaré aux médias que le nombre de soldats américains déployés dans le royaume saoudien ne serait pas «de l'ordre de milliers».

Cela suggérerait que le Pentagone envoie une autre batterie de défense antimissile Patriot. Quelque 600 soldats américains sont déjà déployés à la base aérienne de Prince Sultan, aux abords de Riyad, équipés de lanceurs de missiles Patriot. Ils ont été envoyés en Arabie saoudite après le sabotage de navires-citernes dans le golfe Persique, que Washington, comme lors des attaques contre les installations pétrolières saoudiennes, a imputé à l'Iran sans fournir la moindre preuve.

Le coût des systèmes de défense antimissile Patriot se chiffre en milliards, alors que le prix de chaque missile lancé est estimé à 5 millions de dollars. Ces armes extrêmement coûteuses se sont révélées inutiles pour contrer des drones de quelques milliers de dollars qui ont dévasté la plus grande installation de raffinage de pétrole au monde.

L'envoi de l'unité antimissile semblait être au bas de l'échelle des options militaires

présentées à Trump par le général Dunford et le secrétaire Esper. Celles-ci auraient inclus des frappes aériennes contre des cibles allant d'installations militaires aux raffineries de pétrole et aux sites nucléaires iraniens.

«Il est de mon devoir de fournir des options militaires au président dans l'éventualité où il décidait de réagir par la force militaire», a déclaré le général Dunford à l'agence *Associated Press* vendredi avant de se rendre à la réunion du Conseil de sécurité nationale. Il a ajouté: «Au Moyen-Orient, bien sûr, nous avons des forces militaires sur place, nous planifions beaucoup et nous avons beaucoup d'options.»

L'Iran a déclaré que toute attaque contre son territoire conduirait à une «guerre totale».

La Maison-Blanche a également dévoilé un nouvel ensemble de sanctions économiques unilatérales contre l'Iran, visant la banque centrale du pays, son fonds souverain et une société iranienne qui, selon des responsables américains, serviraient à dissimuler des transferts financiers pour les achats de l'armée iranienne.

À la Maison-Blanche aux côtés du premier ministre australien Scott Morrison, Trump a qualifié les nouvelles mesures de «sanctions les plus sévères jamais imposées à un pays», tout en affirmant que son gouvernement poursuivait une politique de modération dans son affrontement grandissant avec l'Iran.



Le président Donald Trump et le premier ministre australien Scott Morrison écoutent l'hymne national lors d'une cérémonie d'arrivée d'un État sur la pelouse sud de la Maison Blanche à Washington, le vendredi 20 septembre 2019. (AP Photo/Susan Walsh)

Les analystes financiers ont toutefois laissé entendre que les nouvelles sanctions imposées par les États-Unis étaient bien moindres. La Banque centrale d'Iran avait déjà été prise pour cible par des sanctions antérieures et ses actifs avaient été gelés. Les entités qui continuent à faire des affaires avec l'Iran défient déjà les multiples sanctions imposées par l'administration Trump l'année dernière après que cette dernière a abrogé unilatéralement et illégalement l'accord de 2015 sur le nucléaire conclu entre Téhéran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, plus l'Allemagne.

Le ministère russe des Affaires étrangères a publié une réponse immédiate aux nouvelles mesures américaines, les qualifiant d'«illégitimes».

«Cela ne changera pas la manière dont on traite avec l'Iran», a déclaré Zamir Kabulov, directeur du Deuxième Bureau asiatique du ministère russe des Affaires étrangères. «Comme prévu, nous continuerons de coopérer avec dans le secteur bancaire. Cela n'aura aucun effet [sur la position de Moscou]...»

Alors que Pékin, dont la deuxième source d'importations de pétrole est l'Arabie saoudite, était un peu plus circonspect, il est fort peu probable que de nouvelles mesures affectent ses propres liens avec l'Iran. La Chine compte pour la moitié des exportations de pétrole fortement réduites de l'Iran. Pékin et Téhéran ont signé ce mois-ci des accords d'une valeur de 400 milliards de dollars liés à l'Initiative Ceintures et routes (BRI, nouvelle route de la soie) de la Chine, dont l'Iran est un élément essentiel.

Les sanctions imposées par l'administration Trump après avoir déchiré l'accord sur le nucléaire en mai 2018 constituent un blocus économique, équivalent à un état de guerre. Elles ont entraîné des pénuries de nourriture et de médicaments, abandonnant les patients atteints de cancer à leur sort.

Cela a été accompagné d'une campagne sans relâche d'attaques militaires contre les forces soutenues par l'Iran en Syrie, en Irak et au Liban, menées par Israël avec le soutien politique et logistique de Washington.

La prétention du gouvernement américain et de ses sténographes serviles dans les médias américains que les attaques contre les installations pétrolières saoudiennes constituent un acte d'agression non provoqué arrivé de nulle part est totalement hypocrite.

Quel que soit le lien précis entre l'Iran et ces frappes, le gouvernement de Téhéran subit d'énormes pressions pour trouver un moyen de contrecarrer la tentative des États-Unis d'étouffer l'économie du pays et d'affamer son peuple.

Vendredi, dans son discours à la Maison-Blanche, Trump a vanté les mérites de sa «retenue» vis-à-vis de l'Iran et s'est vanté auprès des médias du fait qu'il pourrait ordonner des frappes militaires «en une minute; je pourrais le faire ici devant vous.» Il a ajouté: «Que ce soit maintenant ou dans trois semaines n'a pas d'importance.» Il a également répété – pour la quatrième fois – son affirmation macabre qu'il pourrait mettre fin à la guerre en Afghanistan du jour au lendemain s'il voulait tuer «des dizaines de millions de personnes», vraisemblablement en larguant une bombe nucléaire.

Sans aucun doute, Trump reconnaît l'immense hostilité populaire à l'égard d'une autre guerre (le dernier sondage indique 80 pour cent d'opposition à une guerre américaine contre l'Iran), ainsi que les conséquences catastrophiques d'un affrontement avec l'Iran, dans lequel 70.000 soldats et des navires de guerre américains déployés dans la région deviendraient tous des cibles.

Quelles que soient les opinions du président américain, toutefois, il existe de puissantes forces objectives qui poussent l'impérialisme américain vers la guerre et des sections influentes des élites américaines au pouvoir, ainsi que l'appareil militaire et les services de renseignement à exiger une attaque armée contre l'Iran.

Dans ses remarques à la Maison-Blanche vendredi, Trump a également fourni une justification grossière de sa décision de déchirer l'accord nucléaire avec l'Iran. Expliquant – dans le langage d'un chef mafieux qui aurait été lésé – pourquoi les États-Unis ne pouvaient

pas recruter les puissances européennes dans une «coalition» pour l'agression contre l'Iran, il a déclaré: «Parfois, on se rend compte que des gens que l'on voudrait voir dans une coalition ont fait beaucoup d'argent. Ils ont fait beaucoup d'argent avec l'Iran - vous savez, lorsque le président Obama a conclu cet accord, non seulement c'était un mauvais accord, mais les États-Unis n'ont pas participé, sur le plan commercial.»

Il a poursuivi: «Et d'autres pays - l'Allemagne, la France, la Russie, et bien d'autres pays encore - ont fait beaucoup d'argent avec l'Iran. Et nous n'avons pas fait d'argent avec l'Iran, ce n'est que l'un des nombreux mauvais aspects de cet accord. Tous les autres font de l'argent et nous restons en rade.»

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWS, le 21 septembre 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Bill Van Auken, wsws.org, 2019

Articles Par : Bill Van Auken

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca